

## La Lettre économique d'Egypte

Direction Générale du Trésor © - N° 111 – Août 2020

### EDITORIAL

**N° 111**  
**Août 2020**

#### Bonjour et au revoir,

Comme nos grand artistes, ma tournée des adieux continue, avec un ultime tour de chant ! Cette fois c'est promis, je ne vous embêterai plus sur l'Egypte. Un autre horizon m'attend au Kenya à Nairobi où j'occuperai la fonction de Chef du service économique régional, avec compétence sur 15 pays (outre le Kenya, Ethiopie, Somalie, Djibouti et Erythrée, le Soudan et le Sud-Soudan, l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi, la Tanzanie, et dans l'Océan Indien, Madagascar, les Comores, Maurice et les Seychelles). Je n'en ai pas fini avec le Nil ! Je pourrais continuer de « boire l'eau du Nil » et de me laisser porter par le courant pour revenir en Egypte !

Je ne vais pas revenir sur les beautés architecturales, archéologiques, historiques et naturelles que l'Egypte offre à celui qui prend le temps de la découvrir. Je les avais déjà évoquées dans le numéro de juillet de notre Lettre économique : je vous y renvoie avec plaisir. Nous en avons profité en famille. Pour paraphraser Robert Solé, la passion égyptienne s'est emparée de nous. Les souvenirs se bousculent tant ce pays est enchanteur. Tous les goûts s'y retrouvent. En Égypte, le tourisme peut prendre de multiples formes : balnéaire, culturel et archéologique, religieux même. En cette période où l'Egypte va devoir faire revenir ses touristes qui l'ont désertée avec la crise du Covid 19, il est bon de rappeler les richesses de ce pays.

Sur le plan professionnel, là encore je ne vais pas répéter ce que j'écrivais dans mon précédent éditorial. Disons simplement que l'amitié franco-égyptienne n'est pas un vain mot. Quelques beaux succès sont venus nous le rappeler ces derniers mois. J'ose espérer que nous avons pu aider à les obtenir. Vous le savez, je suis très attaché au succès de nos entreprises. Un contrat, ce sont des emplois en France, c'est notre bilan commercial qui s'améliore : c'est ma motivation. Certes il n'y a pas eu que des succès, mais nous avons aussi appris de nos échecs. Et un échec n'est pas toujours définitif... il faut savoir en tirer les leçons. L'Egypte nous a appris la patience et la persévérance. Elle nous a aussi appris la confiance.

Enfin je quitte l'Egypte le cœur serré. J'y laisse des amis, un pays que j'ai appris à aimer, un pays qui se mérite et ne se donne pas au premier venu. J'ai découvert durant ces années qu'une partie de ma famille avait aussi une histoire égyptienne pour y avoir passé plusieurs années sur le chantier du canal de Suez et un peu après entre 1863 et 1874, au point que mon arrière-grand-mère est née au Caire ! Ce passé familial est devenu mon présent pour quatre années ! Cela crée des liens et rapproche.

Un dernier mot pour remercier (à nouveau, mais on ne le fait jamais assez) mon équipe passée et présente : Guilhem Roger, Isabelle Rose, Joséphine Hébert, Rébecca Portail, Laurent Boulan, Tarek Gharib, Louis Sellier, Ludovic Haren, Kévin Besançon, et nos amis Egyptiens, véritables piliers et mémoire du service économique : Dina Mahfouz, Chérine Abadir, avec nos chauffeurs Tarek et Ragab. Et une pensée pour nos stagiaires : Bassem, Léo, Valentine, Romane. Les gens passent, le service économique est et sera toujours là, à votre service. Ces remerciements incluent nos collègues de Business France et de l'AFD avec qui nous partageons nos locaux du 10 rue Sri Lanka à Zamâlek !

Permettez-moi pour conclure de me projeter avec vous dans le futur. Mon successeur, Michel Oldenburg, va prendre la relève ; je vous le confie en toute confiance. Faites-lui bon accueil. Vous aurez vite l'occasion de le rencontrer. Kévin Besançon que vous avez aussi apprécié et que je remercie tout particulièrement aussi : il sera remplacée par Sylvia Malinbaum à qui aussi je souhaite bonne chance !

**Jérôme BACONIN**

Chef du Service économique  
[jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr)

### SOMMAIRE

Page 2	Les échanges commerciaux France-Egypte au 1 <sup>er</sup> semestre 2020
Page 5	Tendances dans le secteur de l'énergie (à l'occasion de la sortie du BP Statistical Review of World Energy 2020)
Page 7	Les ambitions égyptiennes pour la mobilité électrique
Page 10	Les transferts d'épargne des travailleurs émigrés égyptiens
Page 14	Brèves et indicateurs économiques

## RELATION ECONOMIQUE BILATERALE

### Les échanges commerciaux France-Egypte au 1<sup>er</sup> semestre 2020

La crise du Covid-19 n'a pas épargné nos échanges commerciaux avec l'Egypte. Si notre performance à l'export affiche une progression de 11% à 1 md€, elle le doit surtout aux postes aéronautiques (266 M€ au 1<sup>er</sup> semestre 2020 contre 46 M€ à la même période l'année dernière) et céréales (141 M€, +29%). Hors livraisons aéronautiques et céréales, **nos exportations reculent de 21%**, étant ramenées de 753 M€ au 1<sup>er</sup> semestre 2019 à 598 M€ au 1<sup>er</sup> semestre 2020. Les importations françaises à partir d'Egypte se contractent également, de 31% à 288 M€, la bonne résistance des importations de produits issus de l'industrie pétrochimique ne suffisant pas à compenser l'effondrement des importations d'intrants et autres biens courants. Dans ces conditions, **l'excédent commercial que nous dégagions avec l'Egypte s'améliore fortement (+46%) à 717 M€ mais recule de 8% hors aéronautique et céréales (310 M€).**

**Notre performance commerciale globale en Egypte se maintient, « sauvée » par les bons résultats des postes aéronautiques et céréales**

- **Une excellente performance au global malgré la baisse du volume des échanges ...**

Globalement et malgré la baisse du volume de nos échanges (-2% à 1,29 md€), **notre excédent commercial avec l'Egypte s'améliore fortement (+46%)**, passant de 492 M€ au 1<sup>er</sup> semestre 2019 à 717 M€ au 1<sup>er</sup> semestre 2020. Nos exportations progressent de 11% à 1 md€ tandis que nos importations depuis l'Egypte se contractent de 31% à 288 M€. Auparavant 1<sup>er</sup> excédent de la France en Afrique, **l'Egypte est détrônée par l'Algérie** (où la France affiche un excédent de 863 M€, +163%) **et**, au Moyen-Orient, **par les Emirats Arabes Unis** (1,06 md€, +59%), pays où la diminution des exportations a été bien moins marquée que celle des importations (en particulier d'hydrocarbures). D'après les dernières données officielles disponibles (BCE) **la France était le**

**12<sup>ème</sup> partenaire commercial de l'Egypte au deuxième semestre 2019** avec 3% des échanges totaux égyptiens et le 4<sup>ème</sup> partenaire européen (derrière le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie et la Suisse).

- **... mais faussée par les résultats des postes aéronautiques et céréales**

Cette performance est « sauvée » par les livraisons exceptionnelles d'aéronefs (266 M€ au 1<sup>er</sup> semestre 2020 vs 46 M€ à la même période en 2019) et le maintien de la compétitivité-prix des céréales françaises (141 M€ vs 109 M€) au 1<sup>er</sup> semestre représentant respectivement 26% et 14% du total de nos ventes à l'Egypte. **Hors aéronautiques et céréales, nos exportations s'effondrent de 21%**, étant ramenées de 753 M€ à 598 M€, **et dégradant ainsi notre position excédentaire de 8%** par rapport à la même période en 2019 (310 M€ vs 336 M€).

**Malgré quelques contributions positives (industrie pharmaceutique et machines industrielles), nos exportations s'effondrent...**

- **Deux contributeurs positifs : industrie pharmaceutique et machines industrielles et agricoles ...**

En plus des postes aéronautique et céréales, **deux postes sont en croissance et contribuent de façon positive à nos résultats** : les produits de l'industrie pharmaceutique (+11% à 120 M€, 12% du total) et les machines industrielles et agricoles (+22% à 69 M€, 7% du total).

- **... tandis que les autres postes s'effondrent : automobiles, agroalimentaire (hors produits laitiers), produits chimiques (dont les parfums et cosmétiques), biens d'équipements**

Les biens de consommation courante, qu'il s'agisse de biens d'équipement (-32% à 98 M€, 10% du total) ou des produits de l'industrie agroalimentaire<sup>1</sup> (-15% à 63 M€, 6% du total), poursuivent une baisse entamée

<sup>1</sup> A l'exception des produits laitiers et fromages qui poursuivent leur progression (32 M€, +39%, 3% du total).

avant la crise du Covid-19. Les produits chimiques – qui représentent 11% de nos ventes – s’inscrivent également en baisse à -25% à 110 M€. **Quant aux ventes de véhicules automobiles**, qui avaient progressées de 81% en 2019 (à 127 M€ soit 6% du total) avec la suppression des droits de douanes à l’importation depuis l’UE le 1<sup>er</sup> janvier 2019, **elles chutent de 40% à 34 M€.**

**Malgré quelques secteurs résistants, nos importations à partir d’Egypte, déjà en baisse en 2019, s’effondrent également (-31% à 228 M€)**

- **Trois postes clés se maintiennent : les produits chimiques (engrais en particulier), les produits agricoles et agroalimentaires et les équipements électriques et ménagers**

Les importations de produits chimiques (dont la moitié concerne des engrais), qui avaient régulièrement diminuées ces dernières années, s’inscrivent en hausse de 4% au 1<sup>er</sup> semestre à 98 M€ et leur poids dans le total augmente de 29 à 34%. Les deux autres progressions notables concernent les importations d’équipements électriques et ménagers<sup>2</sup>, qui progressent de 5% à 34 M€ (12% du total), et celles des produits agricoles (en particulier des agrumes : +116% à 11 M€) et de l’industrie agroalimentaire (conserves et plats préparés) qui augmentent de respectivement 29 et 40% (total de 37 M€ soit 12% du total).

- **Effondrement de nos approvisionnements en hydrocarbures, forte baisse des approvisionnements automobiles**

Alors que les approvisionnements automobiles (composants et pièces détachées) depuis l’Egypte avaient sensiblement augmentés au cours des dernières années (61 M€ en 2019 contre 6 M€ en 2013), celles-ci subissent l’arrêt des principales chaînes d’assemblage et s’effondrent d’un peu moins de 30% au 1<sup>er</sup> semestre, étant ramenées de 32 M€ en 2019 à 23 M€ en 2020. De même, les importations d’hydrocarbures, qui étaient redevenues l’un de nos principaux postes d’importation à partir d’Egypte (20% en 2019 à 137 M €) après la parenthèse de la crise énergétique égyptienne, sont retombées à un niveau nul. Les autres postes connaissent tous des baisses importantes : textile (-4% à 46 M€), produits en caoutchouc et plastiques (-23% à 19 M€), etc.

**Isabelle ROSE**

Adjointe au Chef de Service  
Cheffe du pôle  
Macroéconomique et financier  
[isabelle.rose@dgtresor.gouv.fr](mailto:isabelle.rose@dgtresor.gouv.fr)

#### Evolution des échanges commerciaux bilatéraux au 1<sup>er</sup> semestre 2020 par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2019

Source : Douanes françaises

En M EUR	1 <sup>er</sup> semestre 2019	1 <sup>er</sup> semestre 2020	Evolution %
<b>Volume des échanges</b>	<b>1325</b>	<b>1294</b>	<b>-2%</b>
<i>Hors aéronautique et céréales</i>	<i>1169</i>	<i>887</i>	<i>-24%</i>
Exportations françaises en Egypte (M€)	908	1006	+11%
<i>Hors aéronautique et céréales</i>	<i>753</i>	<i>599</i>	<i>-21%</i>
Importations françaises à partir d’Egypte (M€)	416	288	-31%
<b>Solde bilatéral (M€)</b>	<b>492</b>	<b>717</b>	<b>+46%</b>
<i>Solde hors aéronautique et céréales</i>	<i>336</i>	<i>310</i>	<i>-8%</i>
Taux de couverture (%)	218%	349%	-

<sup>2</sup> Hors appareils électroménagers qui diminuent sensiblement de 22% à 19 M€.

### Top 10 des exportations françaises en Egypte au 1er semestre 2020 par rapport au 1er semestre 2019

Source : Douanes françaises

#	en milliers EUR, exportations FAB hors matériel militaire, selon la CPF	1er semestre 2019	1er semestre 2020	Evolution semestrielle, en %	Poids dans le total au 1er semestre 2020
1	Aéronefs et engins spatiaux	45 962	265 931	479%	26%
2	Céréales (à l'exclusion du riz), légumineuses et oléagineux	109 383	141 088	29%	14%
3	Préparations pharmaceutiques	93 279	98 663	6%	10%
4	Véhicules automobiles	55 867	34 018	-39%	3%
5	Produits laitiers et fromages	23 150	32 224	39%	3%
6	Autres produits chimiques n.c.a.	35 463	32 096	-9%	3%
7	Produits pharmaceutiques de base	14 389	20 847	45%	2%
8	Matières plastiques sous formes primaires	18 733	20 402	9%	2%
9	Moteurs et turbines, à l'exclusion des moteurs pour avions, automobiles et motocycles	1 379	17 703	1184%	2%
10	Autres matériels électriques	23 004	17 527	-24%	2%
-	Autres	487 634	325 058	-33%	32%
-	<b>Total</b>	<b>908 243</b>	<b>1 005 557</b>	<b>11%</b>	<b>100%</b>

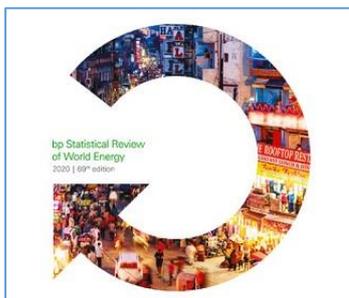
### Top 10 des importations françaises à partir d'Egypte au 1er semestre 2020 par rapport au 1er semestre 2019

Source : Douanes françaises

#	en milliers EUR, importations CAF hors matériel militaire, selon la CPF	1er semestre 2019	1er semestre 2020	Evolution semestrielle, en %	Poids dans le total au 1er semestre 2020
1	Engrais et composés azotés	43 163	55 968	30%	19%
2	Autres produits chimiques organiques de base	32 607	30 113	-8%	10%
3	Équipements électriques et électroniques automobiles	25 381	20 864	-18%	7%
4	Appareils électroménagers	24 342	18 941	-22%	7%
5	<b>Produits du raffinage du pétrole</b>	14 615	17 213	18%	6%
6	Autres vêtements de dessus	18 919	17 103	-10%	6%
7	Autres préparations et conserves à base de fruits et légumes	9 486	13 979	47%	5%
8	Agrumes	5 259	11 377	116%	4%
9	Vêtements de dessous	10 674	10 689	0%	4%
10	Matériel de distribution et de commande électrique	2 140	8 630	303%	3%
-	Autres	229 862	83 163	-64%	29%
-	<b>Total</b>	<b>416 448</b>	<b>288 040</b>	<b>-31%</b>	<b>100%</b>

## POLITIQUE SECTORIELLE

### Tendances dans le secteur de l'énergie à l'occasion de la sortie du *BP Statistical Review of World Energy 2020*



Le mix énergétique égyptien reste stable avec une prédominance du gaz naturel (55%) qui se confirme. Gaz naturel dont la production (+11%) et l'exportation (+130%) augmentent rapidement. Le secteur pétrolier poursuit son lent recul (-2%) mais voit ses volumes raffinés localement augmenter (+8%). Le renouvelable (éolien et photovoltaïque), qui a bénéficié d'un soutien conséquent ces dernières années, poursuit sa forte croissance (+83%) mais sa part reste faible (1,5% du mix énergétique et 3% du mix électrique).

#### Mix énergétique et mix électrique : les hydrocarbures conservent une position ultra-dominante

- **Légère baisse de la consommation d'énergie et stabilisation du mix énergétique**

En 2019, la consommation totale d'énergie dans le pays a diminué (-0,8%) par rapport à 2018, après plusieurs années de hausse et pour la première fois depuis 2013. La répartition du mix énergétique égyptien reste stable avec une **légère augmentation de la part du gaz qui représente 54,5% (+0,4 point)**, une légère diminution de la part du pétrole qui représente 38,5% (-0,3 point), une part de l'hydroélectricité qui reste stable à 3,1%, le charbon qui recule et représente désormais 2% (-1 point), et enfin le renouvelable (photovoltaïque et éolien) qui poursuit sa hausse (+0,5 point) mais reste marginal avec 1,5% du mix. En conséquence, **l'Égypte a diminué ses**

**émissions de CO2 en 2019 (-1,7% avec 217 M. de tonnes de CO2 émises)**, l'un des rares pays du Moyen-Orient<sup>3</sup> avec les EAU (-0,8%) à enregistrer une baisse l'année dernière.

- **Un mix électrique dans lequel le gaz conserve sa prédominance tandis que le renouvelable reste faible malgré une forte croissance**

Le mix électrique égyptien a permis de **générer 200,6 TWh d'électricité en 2019, soit une augmentation de 0,6% par rapport à 2018**. Cette augmentation est assez éloignée des prévisions d'augmentation de 3 à 5% (rythme de croissance des dernières années) en raison de la rationalisation de la consommation qui commence à se généraliser (principalement pour les particuliers) sous l'effet des fortes augmentations des tarifs de l'électricité depuis 2015. **Le gaz naturel reste le premier contributeur du mix électrique égyptien avec une part de 76%** (contre 77% en 2018), devant le pétrole à 14% (contre 14,5% en 2018), l'hydroélectricité 6,6% (stable) et l'éolien et photovoltaïque (3,25% contre 1,75% en 2018).

La mise en service de champs photovoltaïques (Benban) et de fermes éoliennes (Ras Gharib) a permis à l'Égypte en 2019 d'**augmenter de 83% sa génération d'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables (hors hydroélectricité)**. Au total, ce sont 6,5 TWh qui ont été produits, dont 2,8 TWh de photovoltaïque et 3,7 TWh d'éolien. En y ajoutant l'hydroélectricité – 13,4 TWh – **le mix électrique égyptien atteint 9,9% de génération à partir de sources d'énergies renouvelables, soit la moitié de l'objectif fixé par le gouvernement des 20% en 2022**.

#### Pétrole : baisse de la production mais augmentation des capacités de raffinage

- **Baisse de la production et de la consommation de pétrole**

<sup>3</sup> Globalement, les émissions de CO2 des pays du Moyen-Orient et de ceux d'Afrique ont augmenté respectivement de 2,8% et 1,9% en 2019.

L'estimation des réserves égyptiennes reste inchangée avec 3100 Mds de barils (400 M. tonnes), soit moins de treize années (12,3) de consommation au rythme actuel, ce qui représente **le plus faible ratio réserves/production de toute la zone Afrique-Moyen Orient**.

Malgré un rebond de la production de pétrole en 2018, **2019 s'inscrit à nouveau dans la tendance baissière des années précédentes avec un recul de 1,9%**, passant de 699 000 barils/jour à 686 000 barils/jour (dont 633 000 de pétrole brut et condensat, et 53 000 de liquides de gaz naturel). La consommation de pétrole poursuit sa baisse (-1,8%), bien que celle-ci soit moins marquée que les deux années précédentes (-5,9 % en 2018 et -6,2% en 2017).

▪ **Augmentation des volumes raffinés dans le pays**

Le programme de modernisation des capacités de raffinage de l'Égypte 2017-2022 (passage de 35% du pétrole consommé en Égypte raffiné à l'étranger à 5% grâce à un plan à 8 Mds USD) porte ses fruits avec une **augmentation de 8,2% des volumes raffinés en Égypte, passant de 519 000 à 562 000 barils/jour**. Une partie de l'infrastructure de raffinage reste cependant inexploitée dans l'attente d'une modernisation puisque les capacités théoriques de raffinage du pays s'établissent toujours à 795 000 barils/jour.

### Gaz naturel : retour de l'excédent gazier et forte augmentation des exportations

▪ **La production gazière poursuit sa croissance et la consommation reste maîtrisée**

Les réserves prouvées de gaz naturel de l'Égypte restent stables, à 2100 Mds en 2019, soit les **16èmes réserves mondiales** et l'équivalent de 33 années de consommation au rythme actuel. **La production a crû de 10,9% en 2019 par rapport à 2018, atteignant 64,9 Mds m3**.

Cette augmentation s'explique principalement par l'augmentation des capacités de production des champs de Méditerranée, à commencer par le champ de **Zohr qui a représenté en 2019 jusqu'à 36% de la production quotidienne de l'Égypte** en gaz naturel en milieu d'année avant de voir sa part diminuer sous l'effet des premiers plafonnements de septembre-octobre en raison de la baisse du cours mondial du GNL.

Dans le même temps, la consommation égyptienne de gaz a légèrement diminué (-1,1 %), se fixant à 58,9 Mds de m3 de gaz naturel. Cette baisse s'explique par la montée en puissance des centrales à gaz à cycle combiné en remplacement d'anciennes centrales à gaz moins efficaces. Fait notable, **2019 représente la première année pleinement (mais symboliquement) excédentaire en gaz naturel pour l'Égypte depuis 2013**.

▪ **Les importations de gaz ont cessé et les exportations ont plus que doublé**

**En conséquence, l'Égypte a totalement stoppé ses importations de GNL en 2019** alors que celles-ci représentaient encore l'équivalent de 3,2 Mds de m3 de gaz en 2018. **L'Égypte a par ailleurs exporté 4,5 Mds de m3 de GNL en 2019**, soit une augmentation de 130% par rapport à 2018. Ses principaux clients sont le Pakistan, Singapour, la Turquie, l'Italie et la France.

**Kévin BESANCON**

Chef du pôle Infrastructures et  
Développement durable

[kevin.besancon@dgtresor.gouv.fr](mailto:kevin.besancon@dgtresor.gouv.fr)

## POLITIQUE SECTORIELLE

### Les ambitions égyptiennes pour la mobilité électrique

*Avec l'annonce d'un plan de renouvellement annuel de 5% des flottes de véhicules des agences et entreprises placées sous son autorité, le Ministère des Entreprises Publiques amorce une transition vers le déploiement de véhicules électriques. Or, dans le même temps, le Ministère du Commerce et de l'Industrie hâte son programme de conversion des moteurs les plus polluants au gaz naturel. Le secteur espère néanmoins l'adoption prochaine d'une stratégie nationale qui pourra véritablement permettre l'essor d'un marché local à travers la construction d'une infrastructure de chargement solide et l'adaptation du cadre réglementaire.*



#### Les défis au déploiement à grande échelle de véhicules électriques sur le marché égyptien

##### ■ **Un marché de la mobilité électrique à ses débuts**

Sur les 9,3 millions de véhicules qui circulent en Égypte, la moitié sont des **véhicules individuels** passagers (taux de 45 pour 1000 habitants, le double au Caire). Malgré son potentiel, le marché des véhicules neufs reste pourtant limité (149 000 unités vendues en 2019, une baisse de -6%) et on estime à 800 le nombre de voitures électriques actuellement enregistrées.



L'opportunité d'un renouvellement des flottes d'**utilitaires** et de **transports collectifs** (taxis, bus, microbus) en fait à première vue un marché plus attractif. A Alexandrie, 15 bus électriques chinois (BYD) circulent déjà, opérés par l'APTA (*Alexandria Passenger Transport Authority*) et des projets similaires pourraient prochainement être introduits dans le Grand Caire.

L'introduction de véhicules électriques légers semble en revanche limitée à l'initiative de **promoteurs immobiliers** (système e-bikes en libre-service dans la ville privée d'El Gouna).

##### ■ **Des obstacles restent à surmonter**

Trois défis majeurs expliquent la faible pénétration du marché à ce jour, auxquels s'ajoutent des incertitudes inhérentes à la technologie elle-même, liées à l'impact sur le réseau électrique, la durée de vie de la batterie et la performance en climat chaud désertique.

**Une faible demande** : le prix d'une voiture électrique est sensiblement plus élevé qu'une voiture diesel (minimum 600k EGP<sup>4</sup>=32k EUR) alors même que le marché automobile neuf est beaucoup plus limité que le marché des véhicules d'occasion. Il reste possible d'importer une voiture électrique d'occasion, à condition que celle-ci ait moins de 3 ans. L'offre électrique n'étant à ce jour pas inscrite dans les stratégies des distributeurs automobiles traditionnels, la sensibilisation du consommateur est loin d'être généralisée. Enfin, le prix du fuel, relativement peu élevé malgré les dernières augmentations (cf. annexe) continue de jouer en faveur des véhicules diesel.

<sup>4</sup> Le prix d'acquisition moyen des voitures achetées en Égypte est situé entre 200-300 000 EGP.

**Un cadre réglementaire précaire** : dans l'attente d'une adaptation des règles administratives, le propriétaire d'une voiture électrique doit procéder au renouvellement mensuel de sa licence auprès du Ministère de l'Intérieur. De plus, l'exemption totale des taxes d'importation prévue par décret<sup>5</sup> s'applique en réalité uniquement aux voitures électriques, les autres types de véhicules (bus, utilitaires) restant taxés à hauteur de 18,5%.



**Une infrastructure de chargement embryonnaire** : alors que le chargement à domicile (durée moyenne de 12h) rencontre de nombreuses contraintes (dont le manque d'espaces de stationnement clairement délimités), le secteur privé investit aujourd'hui dans l'installation de bornes de chargement rapide (une centaine en juin 2020 – durée moyenne de 20 à 30 minutes). Deux entreprises égyptiennes sont en concurrence : **Revolta Egypt**, associé à ABB pour l'installation de 690 stations à travers le pays (stations essences Watanya, centres commerciaux, parkings de bureaux et universités) et **Infinity Energy**, dans laquelle la BERD a investi 60 M USD en *equity* et qui projette d'en installer une centaine.

Des incertitudes demeurent néanmoins concernant l'interopérabilité et la tarification des services.

### Des premières initiatives du secteur public, dans l'attente d'une stratégie nationale transversale pour la mobilité électrique

#### ■ *Le potentiel électrique dans le mix des solutions pour la décarbonation des transports*

Dans la région du Grand Caire, les émissions de véhicules sont responsables d'un tiers des particules de matière. Le **niveau élevé de sulfure** du diesel (>5000 ppm en 2019) affecte la qualité de l'air. Les avantages du véhicule électrique sur le moteur diesel

<sup>5</sup> Décret de 2013 maintenu par le décret présidentiel du 9 septembre 2018 relatif aux tarifs d'importation.

(réduction des fumées noire et des nuisances sonores et olfactives) en font une option séduisante pour impulser une décarbonation du secteur des transports.



Néanmoins, dans un contexte de surproduction gazière, on assiste à une concurrence entre les « **quick wins** » d'une **conversion des moteurs les plus polluants au gaz naturel** et les bénéfiques à plus long terme de la mobilité électrique. L'annonce récente par le Ministère du Commerce et de l'Industrie d'un plan pluriannuel (320 Mds EGP pour 1,8 M de véhicules) pour la conversion ou le remplacement de véhicules diesel (taxis et microbus de plus de 20 ans) par des moteurs « Dual Fuel » répond au double impératif de réduction des importations pétrolières et de maximisation du surplus gazier.

#### ■ *Une stratégie de simulation des ventes attendue pour une partie du secteur public*

Le **Ministère des Entreprises Publiques** devrait prochainement dévoiler sa stratégie de simulation des ventes de véhicules électriques et préciser les modalités relatives à l'infrastructure de chargement (stations, tarification) et l'enregistrement des véhicules (licences). Une série de mesures d'incitation financière est annoncée (subvention de 50 000 EGP pour l'achat d'un véhicule) et un programme de renouvellement partiel des véhicules usagés des administrations et entreprises du secteur public (5% chaque année) par des véhicules électriques. Des mesures d'incitations pour l'achat de taxis électriques sont également envisagées.



## Vers un repositionnement de l'Égypte sur la chaîne de valeur mondiale du secteur automobile à travers l'implication de la Chine



La stratégie égyptienne tend vers une logique de production tournée vers l'export et d'assemblage local créatrice d'emplois peu qualifiés. Des accords de coopération avec la Chine ont été signés en ce sens. En 2019, deux accords ont été signés par le **Ministère de la Production Militaire**. Le premier accord, conclu avec Foton Motors, prévoit la création d'une chaîne de production de bus électriques<sup>6</sup> (2 000 bus sur 4 ans) avec le fabricant de véhicules militaires **IMUT**, et un second avec SSE international pour la construction de 1000 stations de chargements sur 3 ans. En juin 2020, un MoU a été signé entre le constructeur chinois Dongfeng Motor et la **holding des industries métallurgiques** du Ministère des Entreprises Publiques pour l'assemblage de voitures électriques (25 000 unités/an) dans les usines d'**El Nasr**, fermées depuis 2009 (coût de lancement de l'opération pour fin 2021 estimé à 500 M EGP).

**Rebecca PORTAIL**

Attachée sectorielle  
Infrastructures et Développement  
durable

[rebecca.portail@dgtresor.gouv.fr](mailto:rebecca.portail@dgtresor.gouv.fr)

### Tarifs des carburants : cinq vagues d'augmentation

Carburant	Tarifs en LE par litre							Dernière augmentation (en %)			
	Juillet 2014	Nov. 2016	Juin 2017	Juin 2018	Juillet 2019	Octobre 2019	Avril 2020	Juin 2018	Juin 2017	Nov. 2016	Juillet 2014
Essence 95	6,25	6,25	6,6	7,75	9,0	8,75	8,50	+16%	+36%	+44%	+44%
Essence 92	2,6	3,5	5	6,75	8,0	7,75	7,50	+19%	+129%	+129%	+208%
Essence 80	1,6	2,35	3,65	5,5	6,75	6,50	6,25	+23%	+187%	+187%	+322%
Diesel	1,8	2,35	3,65	5,5	6,75	6,50	6,50	+23%	+187%	+187%	+275%
Kérosène	1,8	2,35	3,65	5,5	6,75	6,50	6,50	+23%	+85%	+187%	+275%

<sup>6</sup> L'accord prévoit une origine égyptienne pour 45% des composants et la structure du bus. Les batteries et moteurs viendront de Chine.

## POLITIQUE ECONOMIQUE

### Les transferts d'épargne des travailleurs émigrés égyptiens

Les remises migratoires (remittances) des travailleurs égyptiens à l'étranger jouent un rôle clé dans l'économie du pays (35% des recettes courantes et 9% du PIB en 2019). Principale source de devises après les exportations, ces transferts d'épargne sont déterminants pour l'équilibre financier externe de l'Égypte. Alors qu'elle est majoritairement marquée par une émigration de moindre qualification vers les pays du Golfe, les envois de fonds de la diaspora égyptienne participent également à soutenir la consommation domestique des ménages les moins favorisés. 5e pays bénéficiaire au monde des transferts d'émigrés en 2019, l'Égypte se retrouve donc singulièrement exposée au tarissement de ces revenus provoqué par la crise de la Covid-19, tant sur le plan financier (creusement du déficit courant) que socio-économique (augmentation de la pauvreté et du chômage).

**Les données de la diaspora égyptienne : une émigration (hors binationaux) majoritairement tournée vers les pays arabes (pays du Golfe et Jordanie) et relativement peu qualifiée**

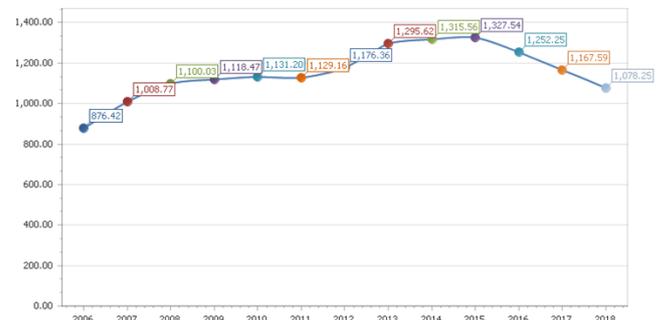
- **Un égyptien sur dix vivrait à l'étranger, principalement dans le Golfe**

Si le nombre d'Égyptiens constituant la diaspora n'est pas connu avec certitude, l'agence nationale des statistiques évaluait à **10,2 M le nombre d'égyptiens vivant à l'étranger**, dont près de **70% dans des pays arabes en 2019<sup>7</sup>**, le reste étant concentré en **Amérique (15%), Europe (12%)<sup>8</sup> et en Australie (3%)**. La Chambre de Commerce du Caire estimait quant à elle, en 2018, **qu'environ 5 M d'égyptiens travaillaient à l'étranger**, alors que le Ministère de l'Intérieur a pour sa part délivré plus de **1 M de permis de travail pour l'émigration** cette année-là (en baisse depuis 2015). Si ces dernières statistiques impliquent

<sup>7</sup> Rapport CAPMAS de 2019 sur un recensement de 2017.

<sup>8</sup> Dont 560 000 en Italie et 15 000 en France (estimations du ministère des Affaires Étrangères français)

les seuls travailleurs émigrés (légalement) et non les binationaux, elles renseignent néanmoins sur quelques caractéristiques de cette émigration : entre 2014 et 2018, **97% des permis délivrés concernaient des pays arabes, dont près d'un sur deux pour la seule Arabie Saoudite<sup>9</sup>**, et l'Italie représentait près de 90% des permis à destination de l'Europe (2% du total).



**Nombre de permis de travail pour l'émigration délivrés par le ministère de l'intérieur égyptien**  
(en milliers – Données CAPMAS)

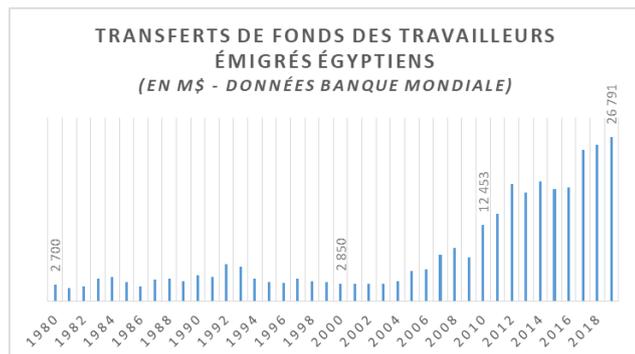
- **Malgré un « brain drain » à destination des économies développées, l'essentielle de l'émigration égyptienne reste relativement peu qualifiée**

En 2018, **deux égyptiens bénéficiant d'un permis d'émigrer sur trois témoignaient d'un niveau de qualifications intermédiaire ou moindre**, cette proportion allant de 91% en Jordanie à 51% aux Emirats Arabes Unis : dans les pays du Golfe, les expatriés égyptiens travailleraient principalement dans les secteurs des hydrocarbures et du BTP, dans l'enseignement primaire et les services médicaux (médecins) pour les plus qualifiés. Malgré l'absence de statistiques précises sur les caractéristiques socio-professionnelles des travailleurs égyptiens à l'étranger, ces données dessinent néanmoins les deux visages de la diaspora égyptienne : une **émigration temporaire, précaire et moins qualifiée, souvent issue des gouvernorats ruraux**, vers les pays frontaliers et producteurs de pétrole, et une expatriation plus

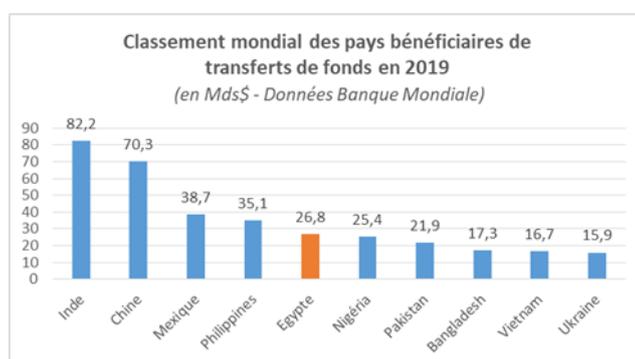
<sup>9</sup> Ainsi que 22% vers le Koweït, 12% vers la Jordanie et 10% vers les Emirats Arabes Unis.

qualifiée (« **brain drain** ») dans des économies dotées d'un marché du travail plus compétitif, parfois au bénéfice d'une double nationalité ou d'un permis de résidence permanent (Etats-Unis, Italie, Australie notamment).

**Le poids macroéconomique des remises migratoires en Egypte : une source majeure de devises étrangères et un soutien à la consommation domestique des ménages les moins favorisés**



Depuis les années 1960, **les envois massifs de fonds de la diaspora égyptienne sont une caractéristique notable de l'économie du pays**. Le poids de ces transferts financiers n'a cessé de s'accroître ces dernières années, tant en termes de **source de devises étrangères** que de **soutien à la consommation et à l'épargne domestiques**. Le montant de ces transferts a ainsi représenté en moyenne 7% du PIB entre 1980 et 2015, et **entre 9% et 10% du PIB** depuis (22,8 Mds\$ en moyenne ces cinq dernières années).

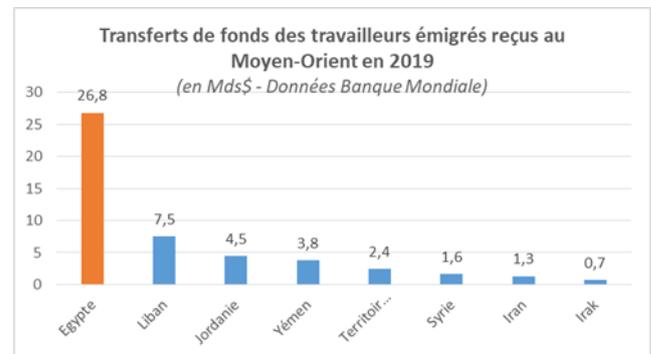


- **L'Egypte est le 5<sup>ème</sup> pays bénéficiaire de remises migratoires au monde**

**En 2019, l'Egypte était avec 26,8 Mds\$<sup>10</sup> le 5<sup>e</sup> plus important destinataire de remises migratoires au**

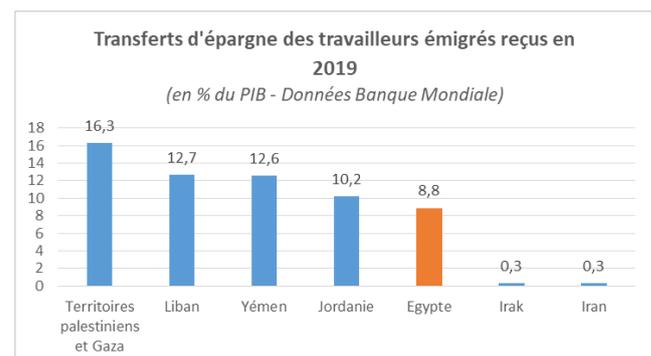
<sup>10</sup> Le gouverneur de la Banque Centrale égyptienne a indiqué en mars 2020 que suite à une modification de la méthodologie comptable opérée en collaboration avec le FMI, ce montant avait été

**monde**, derrière l'Inde (82,2 Mds\$), la Chine (70 Mds\$), le Mexique (38,7 Mds\$) et les Philippines (34 Mds\$) selon la Banque Mondiale. Ce montant constituerait par ailleurs **près de la moitié des transferts de travailleurs reçus dans l'ensemble de la région Afrique du Nord et Moyen-Orient** en 2019 (48%).



- **Une source de devises majeure en passe de devenir la première rente du pays**

**Les remises migratoires sont avec les exportations la principale source de devises étrangères de l'Egypte**: sur l'année fiscale 2018/2019, elles représentaient 25,1 Mds\$ (soit 35% des recettes courantes), c'est-à-dire **le double des recettes touristiques** (12,6 Mds\$) et **plus de quatre fois les montants des redevances du Canal de Suez et des IDE nets** (5,7 Mds\$ et 5,9 mds\$ respectivement). Lors de l'exercice précédent, la valeur de ces transferts avait même dépassé celle des exportations de marchandises (26,4 Mds\$ contre 25,8 Mds\$) pour la première fois depuis 20 ans, son record historique.



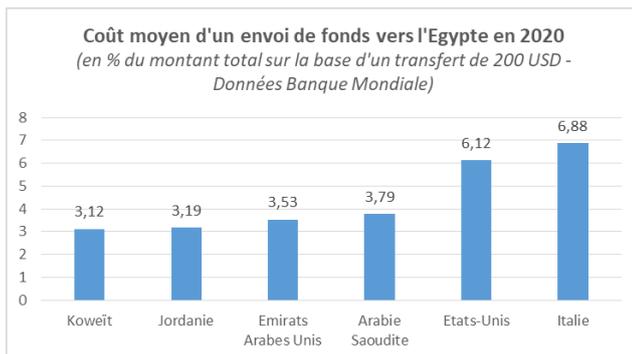
- **Une source de revenus principalement orientée vers la consommation des ménages**

En 2018, les transferts de fonds des travailleurs émigrés représentaient près de **11% des dépenses de consommation finale des ménages égyptiens** et

réévalué à 34 Mds\$, ce qui n'apparaît pas encore dans les chiffres officiels.

près des **¾ de l'épargne domestique brute**, contre respectivement 8% et 54% en moyenne entre 1980 et 2015. Selon une étude de l'OIM parue en 2010<sup>11</sup>, **le montant de ces transferts constituait en moyenne 43% du revenu total des ménages bénéficiaires** interrogés. Parmi ces ménages, **huit sur dix consacraient ces ressources à des dépenses de consommation courante**, et **moins d'un sur dix procédait à des dépenses d'investissement immobilier**, une faible proportion de ces transferts étant orientée vers l'investissement productif (créations de petites ou moyennes entreprises ou investissement en capital dans des activités agricoles). Néanmoins, certaines initiatives publiques ont été mises en œuvre ces dernières années pour essayer de capter ces ressources d'épargne, comme les programmes de construction de logements mis en place dans les villes nouvelles et qui visent les expatriés égyptiens<sup>12</sup> : en 2018, les achats immobiliers réalisés par des expatriés égyptiens s'élevaient ainsi à 4,2 Mds LE (soit 7% du total des ventes).

#### ▪ **Le recours aux canaux informels en recul ?**



Selon les données agrégées par la Banque Mondiale, **le coût moyen d'un envoi de fonds à destination de l'Égypte est sensiblement plus faible que la moyenne mondiale (6,8%)** : entre 3 et 4% en moyenne depuis les pays du Golfe et entre 6 et 7% depuis les Etats-Unis ou l'Italie, ce qui permettrait de limiter le recours aux canaux financiers informels (*hawala*<sup>13</sup> notamment) : **62% des ménages interrogés en 2010 indiquaient utiliser les**

<sup>11</sup> [IOM, 2010, A Study in Remittances and Investment Opportunities for Egyptian Migrants.](#)

<sup>12</sup> Notamment le projet « *Beit al-Watan* » qui a pour but de vendre des parcelles de terre ou des propriétés dans sept villes nouvelles au égyptiens expatriés, qui peuvent les acheter avec des devises ou la monnaie locale (à des tarifs néanmoins très élevés).

<sup>13</sup> Ancêtre de la « lettre de change, l'assignation, le mandat, ou le billet à ordre », l'« *hawala* » est une méthode informelle de transfert d'argent sans aucun mouvement d'argent physique. Elle est aujourd'hui utilisée comme un canal de transfert alternatif en dehors

**transferts bancaires**, quand 22% privilégiaient les transferts « en personne » et 10% seulement recouraient aux services de transferts financiers ou Western Union. Par ailleurs, au-delà de l'impact des évolutions méthodologiques et comptables sur la forte croissance des transferts enregistrée depuis la fin des années 2000<sup>14</sup>, **la libéralisation du régime de change de la livre égyptienne fin 2016**, en réalignant les taux de change officiel et officieux, **aurait permis de faire reculer le recours aux méthodes de transferts informelles** : entre 2016 et 2017, le montant agrégé des transferts privés est ainsi passé de 18,6 Mds\$ à 24,7 Mds\$, soit une augmentation de 33% en une seule année.

**Face à la pandémie de Covid-19, le rapatriement des expatriés pèsera sur les taux de chômage et de pauvreté, et la baisse attendue des transferts devrait creuser davantage le déficit courant**

**Avec les recettes touristiques, les remises migratoires devraient être la deuxième source de devises égyptienne la plus impactée par le ralentissement économique mondial** induit par la crise de la Covid-19. Selon les estimations de la Banque Mondiale, le montant des transferts d'épargne des travailleurs émigrés devrait baisser de 20% en Afrique du Nord et au Moyen-Orient cette année (dans la moyenne mondiale).

#### ▪ **Les travailleurs émigrés égyptiens face à la récession des pays du Golfe : double menace sur le revenu des ménages et le chômage en Égypte**

Alors que **trois quarts des remises migratoires égyptiennes proviennent des pays du Golfe**, ces pays ont été confrontés coup sur coup à la chute des cours pétroliers, et au ralentissement général du reste de leurs économies, alors qu'ils poursuivent en parallèle la « nationalisation » de leur main d'œuvre. Le rapatriement massif des travailleurs égyptiens, licenciés ou non-renouvelés<sup>15</sup>, impliquera un

des systèmes bancaires traditionnels. Les transactions entre courtiers (*hawaladar*) sont effectuées sur la base de la confiance et de l'équilibrage des différents livres de comptes. Voir : « [La hawala, outil pour les pauvres ou instrument du terrorisme](#) », *Orient XXI*, 26/06/2019.

<sup>14</sup> Sur cette question, voir notamment : [Migration Data Portal, « Remittances »](#) et [Center for Global Development, « Why don't Remittances Appear to Affect Growth »](#), 2014.

<sup>15</sup> Le Koweït a notamment commencé à mettre en œuvre des mesures de limitation du travail des étrangers (quotas, procédures

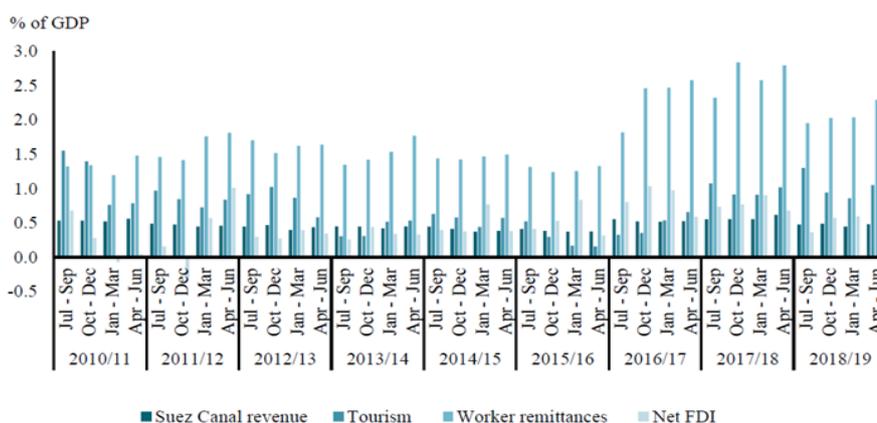
tarissement des envois de fonds, en particulier à destination des ménages les moins favorisés dont sont issus la majorité de ces agents économiques : selon une étude de l’IFPRI<sup>16</sup>, une absence totale de touristes étrangers associée à une baisse de 15% des transferts de la diaspora pourraient ainsi **obérer le revenu des ménages de 10% en moyenne (15% en zone rurale)**, et ainsi ralentir davantage encore la reprise de l’économie domestique. Par ailleurs, le **retour envisagé d’un million de travailleurs égyptiens en provenance du Golfe pourrait faire passer le taux de chômage** de 9,2% (fin avril) à **16% d’ici juin 2021**.

- **La baisse des transferts privés : une pression supplémentaire sur l’équilibre financier externe du pays**

Sur le plan du financement extérieur de l’économie égyptienne, et malgré une progression de 13,5% en glissement annuel au premier semestre de l’année 2019/2020 (à 13,7 Mds\$), **la chute des transferts**

**d’épargne privée** (plus de 100% des transferts courants *nets* de l’étranger en 2019<sup>17</sup>) attendue cette année, cumulée à la baisse des exportations de biens et services (tourisme), **détériorera la balance courante du pays, déjà déficitaire**. Les déséquilibres externes massifs engendrés par l’assèchement des rentes traditionnelles de l’Egypte ont déjà contraint les autorités à faire appel à l’assistance du Fonds Monétaire International (8 Mds\$ empruntés depuis mai), à ponctionner les réserves de changes de la Banque Centrale (-9,5 Mds\$ entre février et mai) et à solliciter les marchés internationaux (5 Mds\$ d’Eurobonds empruntés en mai).

**Louis SELLIER**  
 Attaché économique  
[louis.sellier@dgtresor.gov.fr](mailto:louis.sellier@dgtresor.gov.fr)



**Sources de devises étrangères**  
 (en % du PIB, par trimestres fiscaux – Données CBE, calculs ECES)

**Transferts d’épargne rapportés à différents indicateurs macroéconomiques**  
 (Données Banque Mondiale en USD courants, calculs Akçay et Karasoy (2019) et SE Le Caire)

	1980-2015	2018	2019
PIB nominal	7,1%	10,2%	8,8%
Réserves totales (y compris or)	78,9%	61%	60,1%
Transferts courants nets de l’étranger	88,5%	96,3%	101,5%
Exportations de biens et services	33,6%	53,7%	n.d.
Importations de biens et services	23,7%	34,6%	n.d.
Dépenses de consommation finale des ménages	8,3%	10,8%	n.d.
Épargne intérieure brute	53,7%	73,4%	n.d.

de remplacement par travailleurs nationaux) qui pourraient mener à la déportation de 500 000 travailleurs égyptiens immigrés. L’Arabie Saoudite a autorisé les entreprises du secteur privé à baisser les salaires des employés étrangers jusqu’à 40% et à terminer tous les contrats d’expatriés dans un délai de 6 mois.

<sup>16</sup> IFPRI Blog, Avril 2020, “Economic impact of COVID-19 on tourism and remittances: Insights from Egypt”

<sup>17</sup> Le solde des transferts courants (= nets) inscrit dans la balance des paiements égyptienne pour l’année fiscale 2018/2019 s’est établi à 25,114 Mds USD tandis que les flux entrants de *remittances* (= bruts) ont atteint 25,151 Mds USD, d’où un ratio >100%.

## Brèves et indicateurs économiques

### Brèves

- Calculée en glissement annuel, **l'inflation urbaine s'établissait à 4,2% à la fin du mois de juillet** contre 5,6% fin juin. Calculée en moyenne sur les sept premiers mois de l'année calendaire, elle a été ramenée de 12,3% en 2019 à 5,4% en 2020.
- D'après l'agence nationale des statistiques (CAPMAS), **le taux de chômage est passé de 7,5% au deuxième trimestre de l'année 2019 à 9,6% au terme du deuxième trimestre de 2020**. Le nombre de chômeurs enregistrés à la fin du mois de juin 2020 s'établit à 2,574M, soit une hausse de 22,9% en glissement annuel (+15,1% en glissement trimestriel).
- L'indice des directeurs des achats (**Purchasing Manager's Index**) – qui mesure les performances du secteur manufacturier – est passé de 44,6 au mois de juin à **49,3 au mois de juillet**, soit son plus haut niveau depuis juillet 2019 où il avait atteint 50,3. Il a été ramené d'une moyenne de 49,3 sur les sept premiers mois de l'année 2019 à une moyenne de 43,1 sur les sept premiers mois de l'année 2020.
- Selon l'agence nationale des statistiques CAPMAS, **l'indice de production manufacturière et extractive (hors hydrocarbures) a été ramené de 121 points à 87 points entre mai 2019 et mai 2020, soit une baisse de 28%** en glissement annuel. Calculé en moyenne sur les cinq premiers mois de l'année, il est ramené de 118 points à 106 points, soit une baisse de 10% en g.a. (base 100 en 2012/2013).
- Calculé en termes nets, **le montant des avoirs extérieurs nets détenus par la Banque Centrale a été ramené de 45 mds\$ fin juillet 2019 à 38,3 mds\$ à la fin du mois de juillet 2020**. Il avait diminué de 9,5 mds\$ entre février (45,5 mds\$) et mai (36 mds\$).
- A l'issue de la réunion de son comité de politique monétaire le 13 août, **la Banque Centrale a décidé de maintenir ses taux directeurs inchangés**. Les taux de rémunération des dépôts et de refinancement restent donc à 9,25% et 10,25% respectivement, et le taux d'escompte à 9,75%.
- **La Banque Centrale a émis le 17 août des Bons du Trésor à un an libellés en euros, pour un montant de 605 M€**. L'offre du marché a été supérieure à la demande (x 1,2) et l'opération s'est conclue à un taux d'intérêt moyen de 1,443% (contre 1,434% lors de la dernière opération du même type, en novembre 2019).
- **La Banque Centrale a publié les résultats de la balance des paiements pour les neuf premiers mois (juillet 2019-mars 2020) de l'année fiscale 2019/2020 :**
  - Le déficit courant a été ramené de 9,8 mds\$ (soit 3,2% du PIB) au cours des neuf premiers mois de l'année fiscale 2018/2019 à 7,3 mds\$ (soit 2,2% du PIB) au cours de l'année fiscale 2019/2020. Quant à l'excédent de la balance des paiements, il est passé de 351,2 M\$ à 5,1 mds\$ dans le même temps. En particulier :
    - o Le déficit commercial a été ramené de 29,7 mds\$ (soit 9,8% du PIB) à 28,1 mds\$ (soit 8,6% du PIB). Le déficit énergétique est passé de 294,3 M\$ à 773,3 M\$, le montant des exportations d'hydrocarbures (-14% à 7,3 mds\$) ayant diminué plus rapidement que celui des importations (-8% à 8,1 mds\$). Le montant des exportations hors-hydrocarbures a augmenté de 10% à 13,6 mds\$ tandis que celui des importations hors-hydrocarbures a diminué de 2% à 40,9 mds\$.
    - o Le montant des recettes issues de l'exploitation du Canal de Suez est passé de 4,3 mds\$ à 4,5 mds\$, **soit une augmentation supérieure à 4%**.
    - o Les recettes touristiques sont passées de 9,4 mds\$ à 9,6 mds\$, soit une augmentation voisine de 2%.
    - o Les transferts d'expatriés (*remittances*) sont passées de 18,2 mds\$ à 21,5 mds\$, **soit une augmentation de 18%**.
  - Les flux nets d'investissement directs ont été ramenés de 6,5 mds\$ à 5,9 mds\$.
  - Le solde des flux d'investissements en portefeuille a été ramené d'un excédent de 1,1 mds\$ à un déficit de 7,9 mds\$.
- **Les autorités égyptiennes ont annoncé les premiers résultats économiques pour l'année fiscale 2019/2020 qui s'est terminée en juin**. Le taux de croissance en volume du PIB a été ramené de 5,6% en 2018/2019 à 3,8% en 2019/2020 (contre 6% prévus initialement). Le déficit public a été ramené de 8,2% du PIB en 2018/2019 à 7,8% du PIB en 2019/2020. L'excédent primaire a été ramené de 2% du PIB à 1,8% du PIB. Quant à la dette publique, elle a été ramenée de 90,4% du PIB à la fin du mois de juin 2019 à 86,1% du PIB à la fin du mois de juin 2020. **Fitch a maintenu à l'identique la notation souveraine de l'Égypte (B+)**. Elle est assortie d'une perspective « stable ».
- **Le Conseil d'administration de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) a approuvé l'octroi d'une assistance financière à l'Égypte en deux volets, pour un montant total de 1,9 Mds EUR**. Un prêt de 1,1 Mds EUR à la *National Authority for Tunnels* pour le développement des infrastructures de transport public et une ligne de crédit de 800 M EUR au bénéfice de la

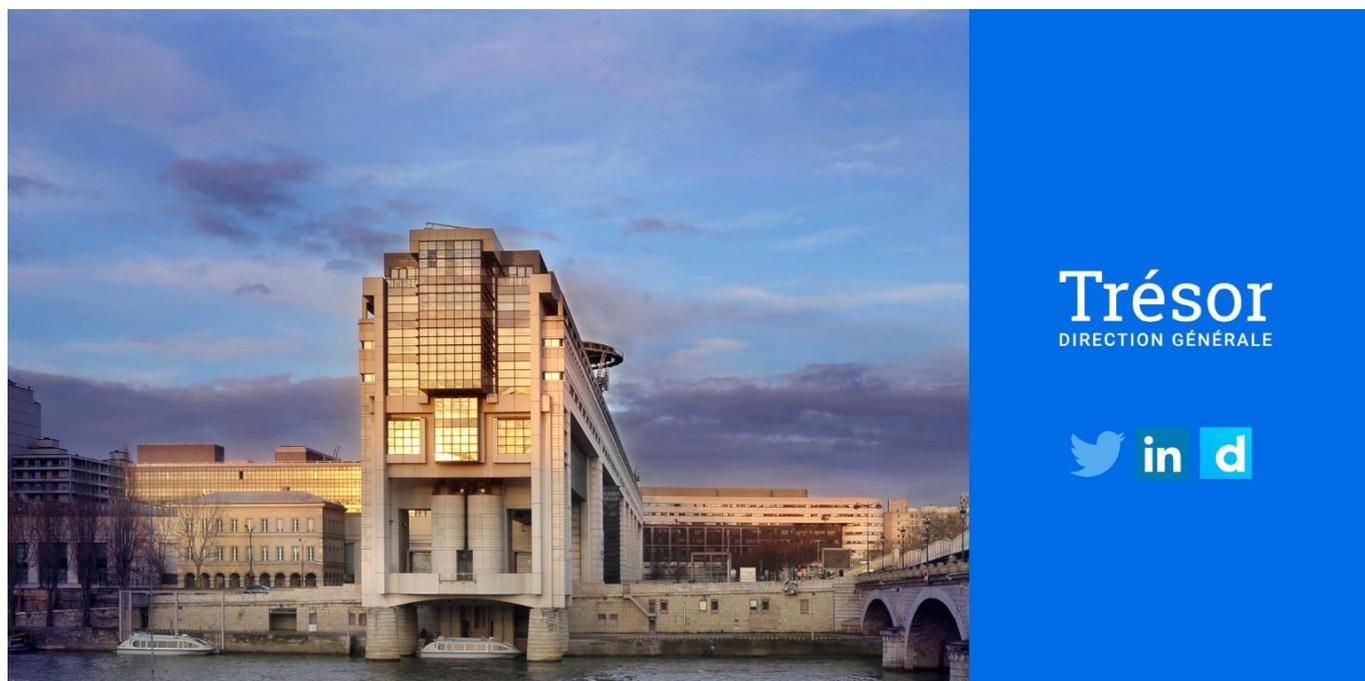
*National Bank of Egypt* (première banque du pays) destinée au financement des PME/ETI.

- Le Parlement a décidé de **doubler la valeur du prêt que le gouvernement égyptien sollicite auprès de deux banques commerciales émiriennes, Abu Dhabi First Bank et Emirates NBD**. Selon les termes validés par les parlementaires, le montant du prêt serait désormais **de 2 Mds USD**, à un taux d'intérêt de 3,90%, remboursable en une seule fois à l'issue de sa maturité d'un an.
  - D'après la General Organization for Export and Import Control, le montant des **exportations hors-hydrocarbures** aurait été ramené de 13,04 mds USD au premier semestre 2019 à **12,3 mds USD au premier semestre 2020**, soit une baisse légèrement inférieure à 6%.
  - D'après les données publiées par le Conseil de l'information sur le marché automobile (AMIC), les ventes automobiles (toutes catégories confondues) ont augmenté de 20% entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020, passant de 74 840 à 90 395 véhicules. **Elles ont diminuées d'environ 30% entre le premier et le deuxième trimestre 2020** (alors qu'elles avaient augmenté d'environ 14% entre le premier et le deuxième trimestre 2019).
  - Selon les prévisions du ministère du Pétrole, **les importations de produits pétroliers** (brut et dérivés) devraient être ramenées de 22,2 Mt au cours de l'année fiscale 2019/2020 à **18,4 Mt au terme de l'exercice en cours, soit une diminution de 17,1%** en g.a. . En valeur, elles devraient être ramenées de 16,1 Mds USD à 13,1 Mds USD sur la période (-18,6% en g.a.). Dans le même temps, la production nationale de produits pétroliers pourraient passer de 31,2 Mt à 34,6 Mt (+11%).
  - D'après le ministre du Pétrole et des Ressources minérales, **le montant des arriérés de paiement de l'Etat égyptien vis-à-vis des compagnies pétrolières internationales (IOCs)** a été ramené de 900 MUSD fin juin 2019 à **850 MUSD fin juin 2020**. Ce montant était de 200 MUSD en janvier 2020, soit une augmentation de 650 MUSD au cours du dernier semestre. Conséquence : la société ENI vient d'ajouter l'Égypte à la liste des pays où la société est « particulièrement exposée à un risque politique », aux côtés de la Libye, du Nigéria et du Venezuela.
  -
- Le ministère de l'Approvisionnement prévoit une **réévaluation du coût des sacs de farine subventionnée de 10% à 33%** (selon que les fours fonctionnent au diesel ou au gaz), ainsi qu'une **réduction du poids réglementaire des pains subventionnés de 18%** (ramenés de 110g à 90g). Pour rappel, les dépenses de subventions consacrées au pain subventionné inscrites au budget de l'Etat ont atteint 53 Mds LE (3,3 Mds USD) au cours de l'exercice fiscal 2019/2020 et ont profité théoriquement à 73M d'Égyptiens.
- Le ministère des Transports a annoncé **l'augmentation des tarifs du métro du Caire de 40% à 66%** : les prix des tickets de métro sont désormais fixés de 5LE à 10LE selon la distance parcourue. C'est la quatrième augmentation depuis mars 2017 (date à laquelle le prix unique du ticket était de 1LE). Selon le Ministre, les dépenses annuelles de fonctionnement du métro sont de 8 Mds LE tandis que ses revenus sont de 4 Mds LE.
  - Le gouvernement a annoncé l'extension de l'horaire de fermeture obligatoire des cafés et restaurants de 22h à minuit et de les autoriser à ouvrir à hauteur de 50% de leur capacité (contre 25% actuellement) à compter du 26 juillet. L'horaire de fermeture des magasins et centres commerciaux restera fixé à 22h, les cinémas et théâtres continueront de pouvoir opérer à hauteur de 25% de leur capacité tandis que les plages et jardins publics demeureront fermés.
  - L'indice **EGX30** (qui regroupe les 30 capitalisations les plus importantes de la Bourse du Caire) a clôturé ce jeudi 27 août à 11 462 points, en hausse de 2,7% au terme de la semaine écoulée. **L'indice a gagné 8,1% en l'espace d'un mois, mais reste en retrait de 17,9% par rapport à son niveau du début d'année**. Quant à l'EGX100, il a gagné 6,2% cette semaine, 16,2% en un mois et 25% depuis le début de l'année.
  - Alors qu'elle s'est appréciée de plus de 2% vis-à-vis du dollar depuis début juin, **la livre égyptienne pourrait, selon Capital Economics, se déprécier de 12% d'ici à la fin de l'année 2020**, à près de 18 EGP/USD, contre 15,90 EGP/USD actuellement.
  - Selon les prévisions de la banque HSBC, **le taux de croissance du PIB égyptien devrait être ramené de 3,8% en 2019/2020 à 2,5%-3% au terme de l'année fiscale 2020-2021**. Le déficit public devrait quant à lui passer de 7,8% à 9% sur la même période.

## Indicateurs

Indicateurs trimestriels		Oct-Déc 2018	Janv-Mars 2019	Avril-Juin 2019	Juil.-Sept. 2019	Oct-Déc 2019
Taux de croissance réel du PIB (y/y) <i>aux prix du marché</i>		5,5	5,6	5,7	5,6	5,6
Comptes externes <i>en Mds USD</i>	<b>Solde commercial</b>	-9,4	-10,5	-8,3	-8,8	-9,9
	<i>dont hydrocarbures</i>	0,8	-0,5	0,3	-0,6	-0,1
	<b>Balance des services</b>	3	2,5	3,3	4	2,2
	<i>Revenus du tourisme</i>	2,9	2,8	3,2	4,2	3,1
	<i>Revenus du canal de Suez</i>	1,5	1,3	1,5	1,5	1,5
	Transferts privés (nets)	6	6,2	6,9	6,6	6,9
	<b>Compte courant</b>	-3,2	-4,5	-1,1	-1,4	-3,2
	<b>Compte de capital et financier</b>	1,3	6,5	1,2	0,7	4,6
	<i>dont flux nets d'IDE</i>	2,8	2,3	1,7	2,4	2,6
	<i>dont flux nets d'inv. de portefeuille</i>	-2,6	6,9	3,2	-2	2,3
<b>Balance des paiements</b>	-2,1	1,4	0,2	0,2	0,2	
<b>Indicateurs mensuels 2020</b>		<b>Mars</b>	<b>Avril</b>	<b>Mai</b>	<b>Juin</b>	<b>Juillet</b>
Inflation (y/y) en %	IPC urbain	5,1	5,9	4,7	5,6	4,2
	Inflation sous-jacente	1,9	2,5	1,5	1	0,7
Taux d'intérêts (corridor BCE) <i>en %</i>	Taux de rémunération des dépôts	9,25	9,25	9,25	9,25	9,25
	Taux de refinancement	10,25	10,25	10,25	10,25	10,25
Taux de change <i>moyenne mensuelle, cours médian</i>	LE pour 1EUR	17,38	17,14	17,22	18,19	18,26
	LE pour 1USD	15,71	15,76	15,79	16,16	15,99
<b>Réserves officielles (en Mds USD) à la fin du mois</b>		40,1	37	36	38,2	38,3

Notation de la dette souveraine  <i>Note, perspective et date</i>	Standard & Poor's	B	stable	17/04/2020
	Fitch	B+	stable	27/07/2020
	Moody's	B2	stable	14/04/2020



**Trésor**  
DIRECTION GÉNÉRALE



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

**Auteur :** Service Économique du Caire

**Copyright :** Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique du Caire (adresser les demandes à [isabelle.rose@dgtresor.gov.fr](mailto:isabelle.rose@dgtresor.gov.fr))

**Clause de non-responsabilité :** Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication

**Abonnement par email :** [louis.sellier@dgtresor.gov.fr](mailto:louis.sellier@dgtresor.gov.fr)

Merci d'indiquer votre nom, prénom, activité/entreprise, fonction, coordonnées téléphoniques et mail.